

Insee Conjoncture

La Réunion



N°8

Juin 2019

La Réunion-Mayotte

Bilan économique 2018

La croissance décroche

Comme à l'accoutumée, la réalisation des différentes analyses de ce bilan économique 2018 est pilotée et coordonnée par l'Insee. Cette année ont contribué la Daaf (Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt), la Deal (Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement), l'IEDOM (Institut d'émission des départements d'Outre-mer) et Statistics Mauritius.

Ce diagnostic partagé résulte de la mise en commun des analyses des rédacteurs, experts de leur domaine. Qu'ils soient tous vivement remerciés de cette précieuse collaboration au service d'une meilleure connaissance de l'économie de la région et de ses enjeux.



Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)



Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

LA CROISSANCE DÉCROCHE

Bilan économique de La Réunion en 2018

Inflation



+ 1,8 %

Croissance



+ 1,7 %



PIB/habitant
22 200€

Pouvoir d'achat individuel



+ 0,1 %

Consommation des ménages



+ 1,1 %

Revenu/habitant



17 700 €

Prestations sociales



+ 4,3 %

Emploi salarié



- 1,3 %

Chômage au sens du BIT



24 %



Sommaire

Chiffres-clés	3	Logements	24
Économie régionale	6	Le nombre de permis de construire se replie <i>Daniel Ah-Son et Audrey Besnard, Deal</i>	
La croissance décroche <i>Bérangère Duplouy, Insee</i>		Tourisme - Zoom sur les hôtels	26
Consommations-revenus	8	Une fréquentation qui pâtit du mouvement social de fin d'année <i>Nathalie Poleya, Insee</i>	
L'inflation rogne le pouvoir d'achat des Réunionnais <i>Jérôme Bourgeois, Insee</i>		Transports	28
Prix	10	Le trafic aérien progresse toujours, mais ralentit en fin d'année <i>Sandrine Sui-Seng, Insee</i>	
1,8 % d'inflation à La Réunion en 2018 <i>Jannick Rivière, Insee</i>		Système bancaire	30
Commerce extérieur	12	L'activité bancaire reste dynamique <i>Agence IEDOM de La Réunion</i>	
Hors énergie, les importations réunionnaises reculent <i>Claude Touzet, Insee</i>		Contexte national	32
Emploi salarié	14	L'économie française en ralentissement <i>Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle (Insee)</i>	
Première baisse de l'emploi salarié depuis 2012 <i>Philippe Paillole et Aurore Fleuret, Insee</i>		Maurice	34
Marché du travail	17	La croissance mauricienne se poursuit <i>Meethoo Jawahir, Statistics Mauritius</i>	
Le chômage et son halo augmentent en 2018 <i>Philippe Paillole, Insee</i>		Océan Indien	36
Démographie des entreprises	20	Une croissance à plusieurs vitesses dans la zone océan Indien <i>Sébastien Seguin, Insee</i>	
La création d'entreprises reste dynamique en 2018 <i>Nathalie Poleya, Insee</i>		Définitions	37
Agriculture	22		
2018, une année très difficile pour l'agriculture réunionnaise <i>Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Daaf)</i>			

La croissance décroche

L'activité ralentit fortement en 2018 à La Réunion : la progression du PIB en volume est de + 1,7 % après quatre années de croissance autour des 3 %. Le repli du marché du travail conjugué à une reprise de l'inflation limitent l'augmentation du pouvoir d'achat des Réunionnais. La consommation des ménages progresse ainsi faiblement (+ 1,1 %). Dans le même temps, la consommation des administrations et l'investissement ralentissent également. Seules les dépenses des touristes tirent leur épingle du jeu.

Bérangère Duploux, Insee

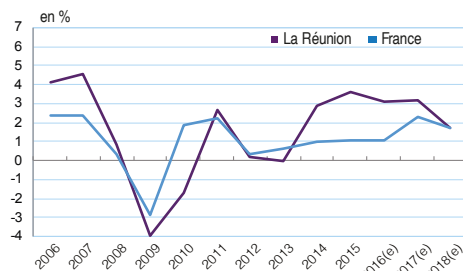
Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion ralentit très nettement en 2018 : le PIB progresse de 1,7 % **en volume** après quatre années de croissance autour de 3 % entre 2014 et 2017 (*figure 1*).

Le PIB par habitant progresse de 1,9 % **en valeur** en 2018, soit nettement moins vite qu'en 2017 : il s'établit ainsi à 22 200 euros en 2018. Pour la première fois depuis 2011, la hausse du PIB par habitant national (+ 2,2 %) est ainsi plus forte qu'à La Réunion. Le rattrapage réunionnais marque le pas : le PIB par habitant réunionnais représente 63 % du niveau national, comme en 2017.

En France, après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012 : les importations ralentissent davantage que les exportations. Néanmoins, la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages et demande publique. En outre, les entreprises déstockent en 2018, ce qui pénalise aussi la croissance. Enfin, l'investissement des entreprises décélère mais reste robuste.

1 Le PIB augmente de 1,7 % en volume à La Réunion, comme au niveau national

Évolution du taux de croissance du PIB en volume à La Réunion et en France



(e) : estimation

Sources : Insee, comptes nationaux (base 2014) - comptes régionaux définitifs jusqu'en 2015 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2016-2018).

Coup de frein sur la consommation

À La Réunion, la consommation des ménages contribue toujours à la croissance en 2018 (*figure 2*). Mais elle progresse faiblement cette année : + 1,1 % en volume après plusieurs années de croissance soutenue au-dessus de 3 %. Ce net ralentissement s'explique par une faible progression des revenus d'activité versés en 2018 : seulement + 2,2 %.

L'année 2018 est en effet marquée par une situation du marché du travail qui se dégrade.

L'emploi salarié est en recul sur l'année 2018, en lien avec la baisse du nombre de contrats aidés et les blocages liés au mouvement des Gilets jaunes de la fin d'année : - 3 400 emplois entre le 4^e trimestre 2017 et le 4^e trimestre 2018. **Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail augmente** ainsi de nouveau en 2018, pour s'établir à 24 % de la population active. Il augmente de deux points depuis 2016, après avoir décliné entre 2013 et 2016.

La progression du pouvoir d'achat est également amputée par l'augmentation des prix à la consommation : + 1,8 % sur un an, soit la plus forte inflation depuis six ans. Au final, le pouvoir d'achat progresse peu (+ 0,7 %) et les ménages ajustent leur consommation.

Ralentissement de la consommation des administrations publiques

Les dépenses de consommation des administrations publiques ralentissent également. Après une hausse de 3,2 % en volume en 2017, elles ne progressent que de 1,5 % cette année. Les dépenses de l'État continuent de progresser à un rythme soutenu (+ 2,7 % en valeur). En revanche, celles des administrations locales ralentissent franchement cette année (+ 0,9 % en valeur).

En 2018, la fréquentation touristique continue d'augmenter à un rythme soutenu (+ 5 % de touristes extérieurs en plus). De plus, les touristes ont dépensé davantage que les années précédentes. En conséquence, les dépenses touristiques progressent très fortement (+ 21 % en valeur). Elles constituent ainsi cette année le troisième moteur de la croissance réunionnaise, après la consommation des ménages et celle des administrations publiques.

2 La consommation, moteur en panne de la croissance

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes

	Évolution 2016/2017			Contribution à la croissance (en points)
	Volume	Prix	Valeur	
	en %			
Produit Intérieur Brut	1,7	0,7	2,4	1,7
Consommation des ménages	1,1	1,6	2,7	0,7
Consommation des administrations publiques	1,5	0,5	1,9	0,6
Investissement	1,3	1,0	2,4	0,3
Importations	0,1	0,6	0,8	0,0
Exportations	-9,4	-1,5	-10,8	-0,3
Dépense des touristes	19,2	1,5	21,0	0,3

(e) : estimation.

Sources : Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2015 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2016-2018).

Un investissement presque à l'arrêt

En 2017, l'investissement avait commencé à ralentir : il avait progressé de 3,2 % en volume après + 6,1 % en 2016. En 2018, la hausse de l'investissement est encore plus modeste (+ 1,3 % en volume) et sa contribution à la croissance est désormais très faible. Si l'investissement continue de progresser dans le bâtiment, il est désormais en net recul pour les biens d'équipement, après des années 2014 à 2016 très dynamiques.

En lien avec la faiblesse de la consommation et de l'investissement, les importations sont stables en 2018 (+ 0,1 % en volume) et ne pèsent donc pas sur la croissance. En revanche, ce sont les exportations, en retrait de 9,4 % cette année, qui contribuent négativement à la croissance. Les exportations de poissons diminuent de 10 % en valeur, en lien avec la baisse du prix de vente de la légine. En parallèle, les exportations de sucre se replient plus encore après une campagne sucrière catastrophique (- 29 % en valeur). ■

L'inflation rogne le pouvoir d'achat des Réunionnais

En 2018, le revenu disponible brut des ménages s'accroît de 2,6 % en valeur sous l'effet d'une hausse conjuguée des salaires et des prestations sociales. L'inflation ayant accéléré cette année (+ 1,8 % après 0,4 % en 2017), cette augmentation se traduit par un faible gain de pouvoir d'achat : + 0,7 %, soit + 0,1 % seulement par habitant. Le montant des salaires versés continue de progresser (+ 2,2 %), malgré les difficultés rencontrées sur le marché du travail : diminution de l'emploi et augmentation du chômage. Les prestations sociales poursuivent leur augmentation (+ 5,1 %), en lien avec une situation économique moins favorable qu'en 2017.

Jérôme Bourgeois, Insee

En 2018, le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) progresse en valeur de 2,6 % à La Réunion (*figure 1*). Les prix repartent nettement à la hausse (+ 1,8 %), après quatre ans avec peu ou pas d'inflation (+ 0,1 % en 2016 et + 0,4 % en 2017). Au final, le RDBM s'accroît de 0,7 % en volume, ce qui correspond à l'augmentation du pouvoir d'achat total à La Réunion.

Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais stagne en 2018 à + 0,1 %, contre + 0,9 % au

niveau national. Le revenu disponible brut s'élève à 17 700 euros par habitant sur l'île, soit 84 % du niveau national, comme en 2017. Le rattrapage observé ces dernières années vis-à-vis de la métropole marque ainsi le pas.

Hausse modérée de la masse salariale

La masse salariale représente deux tiers des revenus des Réunionnais, soit 10,5 milliards d'euros en 2018. Du fait de la morosité du marché du travail cette année, elle augmente à un rythme moins soutenu qu'en 2017 (+ 2,2 % après + 4 %). La masse salariale progresse dans les secteurs principalement marchands de 2,3 % contre + 1,9 % dans les secteurs principalement non marchands.

C'est dans le secteur de l'hébergement et de la restauration que la hausse est la plus marquée (+ 6,7 %) en raison de la forte progression de l'activité touristique en 2018 : +21 % de recettes et +5,3 % de touristes extérieurs par rapport à

1 Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais stagne

Évolution du revenu disponible des ménages entre 2018 et 2017

	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
	en %		en %	
La Réunion (e)	2,6	0,7	2,1	0,1
France	2,7	1,2	2,4	0,9

(e) estimation

Sources : Insee, comptes nationaux (base 2014) - comptes régionaux définitifs jusqu'en 2015 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2016-2018).

2017. Dans les administrations publiques, le point d'indice est resté stable en 2018 et il n'y a pas eu d'autre mesure de revalorisation générale, la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, aux carrières et aux rémunérations de la fonction publique (PPCR) ayant été reportée.

Le montant des prestations sociales en forte hausse

Les prestations sociales en espèces progressent de nouveau fortement en 2018 : + 4,3 % après + 3,1 % en 2017. Le nombre de bénéficiaires continue d'augmenter, en raison de la baisse du taux d'emploi et de l'augmentation du taux de chômage en 2018. Ainsi, sous l'effet conjugué d'une hausse des prestations liées à la famille et aux minima sociaux, les montants versés par la Caisse d'allocations familiales (hors logement) augmentent de 3,9 % (après + 2,3 % en 2017). Sur un marché de l'emploi morose, les montants de la prime d'activité, qui avaient augmenté les années précédentes, se réduisent de 1,8 % en 2018.

Par ailleurs, les versements des prestations relevant de l'assurance chômage augmentent de 7,1 % en 2018 pour s'établir à 576 millions d'euros, en phase avec la progression du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (+ 7 %). Les nouveaux droits ouverts par la convention d'assurance chômage aux demandeurs d'emploi ayant déjà travaillé continuent ainsi de se faire sentir en 2018.

En parallèle, les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) progressent en 2018 de 6,4 %, du fait principalement d'une forte augmentation

des dépenses des établissements de santé (+ 10,5 %).

La consommation des ménages ralentit

Beaucoup moins dynamique qu'en 2017 (+ 1,1 % en volume en 2018 contre + 3,0 %), la consommation des ménages reste néanmoins le moteur principal de la croissance réunionnaise : elle contribue à la croissance à hauteur de 0,7 point. ■

1,8 % d'inflation à La Réunion en 2018

A La Réunion, les prix à la consommation des biens et services augmentent en moyenne de 1,8 % en 2018, soit l'inflation la plus élevée depuis 2012. Cette hausse des prix résulte de la conjugaison de la poursuite de l'augmentation des prix des produits pétroliers, de la forte augmentation des prix des produits frais consécutive aux intempéries de début d'année et du relèvement des tarifs du tabac et des services. À l'inverse, les tarifs des transports aériens, les prix dans l'habillement et les chaussures et ceux des produits de santé sont en recul. En France, hors Mayotte, l'inflation est identique à celle de La Réunion : + 1,8 %.

Jannick Rivière, Insee

Les prix à la consommation des biens et des services augmentent fortement en 2018 à La Réunion : + 1,8 % en moyenne par rapport à 2017. La hausse des prix est nettement plus forte que les années précédentes (+ 0,4 % en 2017 et + 0,1 % en 2016) ; il faut remonter avant 2012 pour trouver une inflation aussi élevée. Hors énergie, la hausse des prix est de 1,3 % (+ 0,1 % en 2017). En France, hors Mayotte, l'inflation s'élève aussi à 1,8 %. Après quatre années où l'évolution des prix avait été plus favorable à

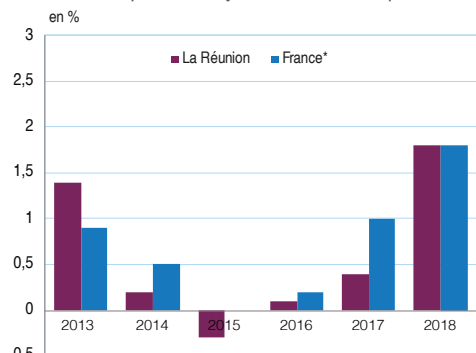
La Réunion qu'au niveau national, elle est ainsi du même ordre en 2018 (*figure 1*).

Accélération des prix de l'énergie

Les prix de l'énergie continuent d'augmenter en 2018 : + 9,9 % après + 5,5 % en 2017. Les produits pétroliers sont nettement plus chers (+ 12,1 %) : leurs tarifs augmentent deux fois plus qu'en 2017. Malgré la forte baisse intervenue fin novembre 2018, les prix sont orientés à la hausse depuis mars 2016 (*figure 2*). En France, la hausse des prix de l'énergie est comparable (+ 9,7 %), tirée également par la forte hausse des tarifs des produits pétroliers (+ 14,7 %).

1 En 2018, une inflation semblable à la moyenne française

Variation des prix en moyenne annuelle depuis 2013



Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, Indices des prix à la consommation.

La hausse des prix des produits alimentaires et du tabac s'amplifie

Avec + 3,2 % d'augmentation, les prix des produits alimentaires continuent d'augmenter en 2018. La hausse est sensiblement plus forte qu'en 2017 (+ 0,9 %) et qu'en 2016 (+ 0,2 %). En particulier, les prix des produits frais bondissent de 20,5 %. Après les mauvaises récoltes de fin 2017 et le cyclone de mi-janvier 2018, les produits frais ont connu un pic en février, suivi de huit

mois de baisses mais insuffisantes pour retrouver les prix pratiqués en 2017. Les produits frais ne concernent cependant qu'une très faible part de la consommation des ménages (1 %). Hors produits frais, la hausse des prix s'accroît également : + 1,9 % contre + 0,6 % en 2017. En France, hors Mayotte, les prix des produits alimentaires augmentent de 1,9 %, soit 1,4 point de moins qu'à La Réunion. Les tarifs du tabac augmentent fortement, pour la deuxième année consécutive (+ 12,9 %, après + 4,7 % en 2017). En France, la hausse des prix du tabac est forte également en 2018 (+ 14,2 %).

Les prix des services repartent à la hausse

Les services représentent la moitié des dépenses des Réunionnais, soit la part la plus importante de la consommation des ménages. En 2018, les prix des services repartent à la hausse (+ 1,1 %) : prix des loyers et services rattachés (+ 0,9 %), des services de santé (+ 0,7 %) et autres services

(+ 2,5 % - par ex. entretien voiture), augmentent tous. À l'inverse, les tarifs des transports, notamment aériens sur le premier semestre, poursuivent leur recul (- 3,9 % après - 3,1 % en 2017). Les prix des services de communications baissent encore. En France, hors Mayotte, les prix des services augmentent de 1,2 %, de façon analogue à l'évolution des prix à La Réunion.

Des prix des produits manufacturés quasi-stables

Les prix des produits manufacturés reculent très légèrement en 2018 (- 0,4 %), après une année de stabilité en 2017. Ces produits constituent un quart des dépenses des Réunionnais. Les prix de l'habillement et des chaussures reculent nettement (- 1,1 %) après deux années de légère hausse. Le recul des prix des produits de santé se poursuit (- 1,4 %) dans une moindre mesure. En France, hors Mayotte, la baisse des prix des produits manufacturés est légèrement plus faible qu'à La Réunion. ■

2 L'énergie contribue plus à la hausse des prix en 2018

Variations des prix en moyenne annuelle et contributions à l'inflation

	Pondérations	Évolution des moyennes annuelles 2018/2017		Contributions à l'inflation à La Réunion en 2018
		La Réunion	France*	
		en %		en points
Ensemble	10 000	1,8	1,8	1,8
Alimentation hors tabac	1 644	3,2	1,9	0,5
Tabac	168	12,9	14,2	0,2
Produits manufacturés	2 798	-0,4	-0,2	-0,1
Habillement et chaussures	506	-1,1	0,1	-0,1
Produits de santé	360	-1,4	-2,3	-0,1
Autres produits manufacturés	1 932	0,0	0,2	0,0
Énergie, dont :	642	9,9	9,7	0,6
Produits pétroliers	464	12,1	14,7	0,6
Services	4 748	1,1	1,2	0,5
Loyer et services rattachés	907	0,9	0,1	0,1
Services de santé	968	0,7	0,9	0,1
Services de transports	256	-3,9	0,8	-0,1
Services de communication	374	-1,4	-1,0	-0,1
Autres services	2 243	2,4	1,8	0,5
Ensemble hors énergie	9 358	1,3	1,2	1,2
Ensemble hors tabac	9 832	1,6	1,6	1,6

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, Indices des prix à la consommation.

Hors énergie, les importations réunionnaises reculent

En 2018, La Réunion a importé 5,1 milliards d'euros de biens et en a exporté 324 millions. Les importations progressent de 0,6 % en valeur du fait de la hausse des prix de l'énergie. Hors énergie, les importations reculent néanmoins de 1,6 %. En parallèle, les exportations baissent fortement (- 11,2 %), en raison du fléchissement des ventes de sucre et de poissons. Si la métropole reste le principal fournisseur et client de La Réunion, l'Asie et l'Union européenne sont des partenaires privilégiés.

Claude Touzet, Insee

La Réunion importe en 2018 pour 5,1 milliards d'euros de biens (*figure 1*). Essentiellement portées par une hausse des prix des produits pétroliers (+ 18 %), les importations réunionnaises augmentent de 0,6 % en valeur en 2018. Ainsi, les importations d'énergie progressent de 22,1 % et constituent 11 % des importations. Hors énergie, les importations diminuent néanmoins de 1,6 % en 2018.

1 Les importations augmentent de 0,6 % en valeur

Répartition des importations et exportations à La Réunion en 2018

	2018	Part	Évolution
	millions d'euros	en %	2018/2017 en %
Ensemble des importations (hors avions)	5 051	100	0,6
Biens de consommation non durables	1 576	31	-0,6
Biens d'équipement	1 451	29	-2,1
Biens intermédiaires	1 012	20	-2,0
Énergie	579	11	22,1
Biens de consommation durables	280	6	-0,5
Produits agricoles, sylvicoles	116	2	1,6
Autres produits	39	1	-23,3
Ensemble des exportations (y compris entrepôts douaniers)	324	100	-11,2
Biens de consommation non durables	208	64	-11,7
Biens d'équipement	54	17	-8,7
Biens intermédiaires	23	7	-30,8
Biens de consommation durables	5	2	-1,4
Autres produits	34	11	6,7

Source : Douanes.

Les biens de consommation non durables (denrées alimentaires, produits pharmaceutiques ou habillement) restent les importations phares (31 % des importations). Ces importations baissent légèrement en 2018 (- 0,6 %), freinées par une diminution des achats de produits de la chimie (savons, produits d'entretien, parfums) et de l'habillement.

Les importations de biens d'équipement (29 % des importations) baissent également en 2018 (- 2,1 %). La hausse des importations de véhicules automobiles ne compense pas la baisse des importations de machines et équipements à usage général, des produits d'usage médical ou dentaire, et celle des ordinateurs et équipements de communication.

Les importations de biens intermédiaires (20 % des importations - textile, matières premières, etc.) déclinent de 2 %, en lien avec des achats moindres d'équipements électriques (- 15 %, groupes électrogènes notamment).

Enfin, les importations de biens de consommation durables (6 % des importations - meubles, appareils ménagers) diminuent très légèrement en 2018 (- 0,5 %).

58 % des produits importés viennent de métropole

La métropole reste le principal fournisseur de

La Réunion (58 % des importations - *figure 2*). La Réunion y achète principalement des denrées alimentaires, des automobiles, des produits pharmaceutiques et du textile. Les importations en provenance de métropole diminuent légèrement (- 1,3 %).

Avec 21 % des importations, l'Asie est le deuxième fournisseur de La Réunion. En particulier, Singapour livre 80 % du carburant de l'île. Les importations de carburant en provenance de Singapour augmentent de 29 %. Les importations en provenance de Chine reculent de 8 %, en raison d'une baisse des achats d'équipements de téléphonie.

L'Union européenne livre 14 % des biens importés, principalement des véhicules automobiles et des denrées alimentaires. L'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Belgique restent les principaux fournisseurs. Les importations en provenance de cette zone diminuent néanmoins de 6 %.

Les îles voisines et l'Afrique restent en retrait parmi les fournisseurs de La Réunion, à l'exception de l'Afrique du Sud, principal fournisseur de charbon.

Forte baisse des exportations dans tous les grands secteurs

La Réunion exporte en 2018 pour 324 millions d'euros de biens, y compris les poissons congelés provenant de la pêche australe et placés sous le régime de l'entrepôt douanier. Il s'agit majoritairement de biens de consommation non durables, notamment de produits agroalimentaires. Les exportations réunionnaises diminuent de 11,2 % en 2018.

Les exportations de biens de consommation non durables diminuent fortement en 2018 (- 11,7 %). En effet, les exportations de sucre reculent nettement (- 29 %) à la suite d'une campagne sucrière difficile. Les exportations de poissons diminuent également (- 10 %), en lien avec la baisse du prix de vente de la légine. Ces baisses ne sont pas compensées par la nouvelle hausse des exportations de rhum

2 Des échanges importants avec l'Asie

Répartition des fournisseurs et clients de La Réunion en 2018

	2018	Part	Évolution
	millions d'euros	en %	2018/2017 en %
Ensemble des importations (hors avions)	5 051	100	0,6
France métropolitaine	2 905	58	-1,3
Asie	1 043	21	11,6
UE (hors France)	683	14	-6,0
Afrique	133	3	-1,4
Îles océan Indien ¹	47	1	-3,7
Reste du monde	240	5	3,6
Ensemble des exportations (y compris entrepôts douaniers)	324	100	-11,2
France métropolitaine	110	34	-1,4
Asie	94	29	0,3
UE (hors France)	55	17	-28,5
Îles océan Indien ¹	37	11	-23,4
Amérique du Nord	12	4	-7,9
DOM (hors Mayotte)	1	0	-6,9
Reste du monde	15	5	-5,9

1. Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles.

Source : Douanes.

(+ 6,4 %). Ainsi, en 2018, les ventes de poissons et de sucre constituent respectivement 30 % et 17 % des exportations réunionnaises.

Les biens d'équipement (17 %, - 8,7 %) et les biens intermédiaires (7 % des exportations, - 31 %) participent également à la baisse des exportations réunionnaises en 2018.

Avec 34 % des exportations, la métropole reste le principal client de La Réunion. L'Asie demeure son deuxième client : elle est particulièrement friande de poisson issu de la pêche australe, tandis que l'Inde se fournit en déchets valorisés. L'Union européenne reste un partenaire privilégié avec 17 % des exportations. La Réunion y exporte ainsi 75 % du sucre de canne. L'Espagne, l'Italie et le Portugal en sont les premiers clients.

Soutenues par Madagascar et Maurice, 11 % des exportations sont à destination des îles voisines de l'océan Indien. Toutefois, elles diminuent en 2017 (- 23,4 %), en lien avec la baisse des ventes d'aliments pour animaux à destination de Madagascar. ■

Première baisse de l'emploi salarié depuis 2012

En 2018, l'emploi salarié diminue à La Réunion pour la première fois depuis 2012 (- 1,3 % soit - 3 400 emplois). Malgré une remontée en fin d'année, la baisse des contrats aidés initiée mi-2016 pénalise l'emploi public (- 4,1 %), ainsi que l'emploi dans les associations (- 8,4 % pour les autres services marchands). Composés à 80 % d'emplois publics, les services non-marchands se contractent (- 3,1 %).

La plupart des secteurs d'activité marchands ont connu une fin d'année 2018 difficile, liée aux blocages routiers des Gilets jaunes et à un ralentissement de la construction de logements. L'intérim a été particulièrement pénalisé. Toutefois, l'emploi salarié reste dynamique sur l'année dans l'hébergement et restauration (+ 2,7 %), les services aux entreprises (+ 2,5 %), l'industrie (+ 2,4 %) et le commerce et réparation (+ 2,0 %).

Philippe Paillole, Aurore Fleuret, Insee

Fin 2018, 253 700 salariés travaillent à La Réunion, privé et public confondus. Pour la première fois depuis 2012, l'emploi salarié diminue à La Réunion (- 3 400 salariés en un an). L'emploi recule de 1,3 % sur un an, alors qu'il avait augmenté de 2,2 % en moyenne chaque année entre 2012 et 2017. Cette baisse contraste avec la poursuite de la hausse de l'emploi en France (+ 0,6 % - *figure 1*).

L'emploi salarié public en nette baisse

La baisse de l'emploi salarié s'explique par un fort recul de l'emploi public. Fin 2018, 84 600 Réunionnais travaillent dans le secteur public. Mi-2017, ils étaient 4 600 de plus à y travailler. Sur un an, l'emploi public chute de 4,1 %, alors qu'il était stable en 2017 et avait augmenté chaque année entre 2012 et 2016 (+ 2,7 % en moyenne annuelle 2012-2017). Ces disparitions d'emplois sont liées à la baisse progressive des contrats aidés depuis la mi-2016.

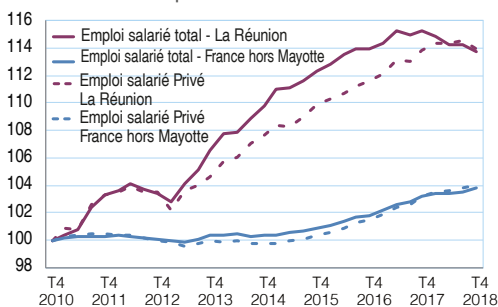
En France métropolitaine, la baisse des contrats aidés influence moins l'emploi public car ils sont moins répandus qu'à La Réunion.

Gilets jaunes et ralentissement de la construction pénalisent l'emploi privé fin 2018

L'emploi salarié privé est quant à lui stable en 2018 (+ 0,1 %). Toutefois, la fin d'année 2018 se distingue par un net recul de l'emploi : blocages routiers du mouvement des Gilets jaunes, ralentissement des travaux de la Nouvelle route du littoral et des constructions de logements, ont

1 L'emploi salarié baisse à La Réunion en 2018

Évolution de l'emploi salarié



Note : Données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre. Champ : Emploi salarié total et emploi privé, régional et France hors Mayotte.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

particulièrement pénalisé l'intérim fin 2018 : - 5,3 % en un an (figure 2).

Dans une moindre mesure, la construction, l'hébergement et restauration sont aussi affectés par la conjoncture défavorable de la fin d'année (figure 3). Mais, sur un an, l'emploi dans la construction continue néanmoins de progresser et un peu plus vite que les années précédentes (+ 0,6 % contre + 0,2 % en moyenne chaque année entre 2012 et 2017). *A contrario*, l'emploi augmente moins dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (+ 2,7 % contre + 4,7 % en moyenne chaque année entre 2012 et 2017).

Dans le commerce, les services aux entreprises

2 L'emploi intérimaire en recul sur un an

Niveau et évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité détaillé à La Réunion

	Emploi salarié en niveau	Glissement annuel	
		2018 / 2017	moyen 2017 / 2012
	en milliers	en %	
Ensemble	253,7	-1,3	2,2
Privé	169,1	0,1	1,9
Public	84,6	-4,1	2,7
<i>Par secteur d'activité</i>			
Agriculture	2,8	-0,4	-0,2
Industrie, dont	18,6	2,4	2,0
Agro-alimentaire	7,1	2,1	3,1
Construction	14,0	0,6	0,2
Tertiaire marchand	112,3	-0,5	2,0
Commerce	33,3	2,0	0,7
Transports	12,3	1,4	1,8
Hébergement – restauration	8,8	2,7	4,7
Information et communication	3,9	-4,4	0,2
Services financiers	6,1	1,8	2,3
Services immobiliers	1,9	-3,0	1,0
Services aux entreprises*	22,6	2,4	3,5
Intérim	3,8	-5,3	17,9
Services aux ménages	19,6	-8,4	0,2
Tertiaire non marchand	105,9	-3,1	2,7

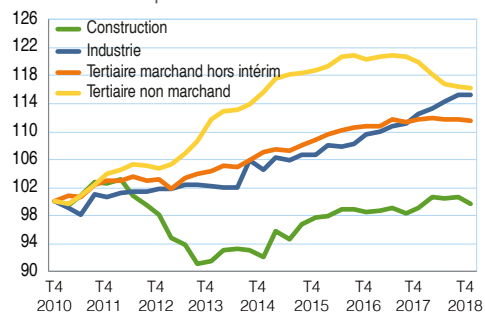
* : hors intérim

Note : données CVS, en fin d'année.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

3 L'emploi baisse pour la plupart des secteurs au 4^e trimestre

Évolution de l'emploi salarié selon le secteur d'activité



Note : données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié dans le secteur de la construction, de l'industrie et dans le tertiaire marchand hors intérim et non marchand.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

et l'industrie agroalimentaire, l'emploi salarié augmente encore au dernier trimestre, mais moins rapidement. Sur un an, l'emploi dans ces secteurs garde néanmoins une bonne dynamique (respectivement + 2,0 %, + 2,4 % et + 2,1 %).

La baisse du nombre de contrats aidés pénalise aussi l'emploi marchand

Fin 2018, 13 400 personnes sont en contrats aidés, secteurs marchand et non-marchand confondus, soit 6 500 bénéficiaires de contrats aidés de moins qu'en décembre 2017 (figure 4). Parmi eux, 10 300 personnes bénéficient des nouveaux contrats aidés appelés « Parcours Emploi Compétences » (PEC).

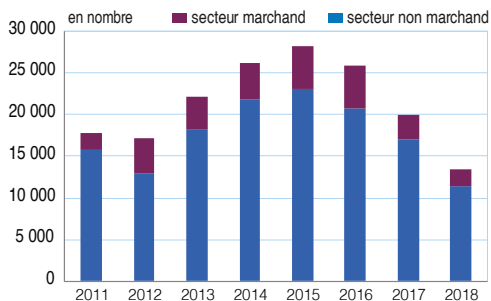
L'emploi salarié recule fortement dans les services marchands, notamment dans le secteur des « autres services » (- 8,4 % sur un an). Comme les services non-marchands, ce secteur est particulièrement concerné par la baisse des contrats aidés. Il s'agit en effet majoritairement

d'emplois au sein d'associations, telles que les clubs sportifs, les écoles de musique, les structures proposant des activités périscolaires (centre aéré, garderie) ou encore des associations qui œuvrent dans les actions de proximité dans les quartiers et l'insertion des personnes en difficulté. Au niveau national, le secteur des autres services marchands est lui aussi touché, mais de manière bien plus modérée (- 1,0 %).

Fin 2018, 105 900 salariés travaillent dans les services non-marchands. Ils exercent dans l'enseignement, l'administration publique, la santé ou l'action sociale, majoritairement dans le public (80 %), mais aussi dans le privé (activités de soutien scolaire, enseignement de la conduite, médecine, associations œuvrant auprès des personnes âgées ou en situation de handicap, etc.). Dans ces services non-marchands, l'emploi diminue de 3,1 % sur un an (- 3 400 emplois). Cette baisse a été surtout marquée sur le premier semestre 2018, alors que prenaient fin une grande partie des anciens contrats aidés signés en 2017 et que s'initiait la montée en charge des PEC. ■

4 Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a diminué de moitié depuis mi-2016

Nombre de bénéficiaires de contrats aidés à La Réunion (en fin d'année)



Source : Agence de services et de paiement (ASP), traitements Dares.

Avertissement

À partir des résultats du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) localisées, réalisées en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim), s'est étendu. En 2017, les ETE publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis 2018, le champ des ETE localisées comprend les départements d'outre-mer (hors Mayotte) et l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public » établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Le chômage et son halo augmentent en 2018

En 2018, à La Réunion, le taux de chômage s'établit à 24 %, soit une hausse de 2 points depuis 2016. Le « halo » autour du chômage continue lui aussi sa progression. Au total, à La Réunion, 149 000 personnes, dont 83 000 chômeurs au sens du Bureau International du Travail, sont sans emploi et souhaitent travailler. La situation de l'emploi se dégrade. Le taux d'emploi baisse ainsi de 2 points entre 2016 et 2018 : l'emploi salarié recule, en lien principalement avec la baisse du nombre de contrats aidés. Conséquence de la hausse du halo autour du chômage, la population active réunionnaise continue à diminuer pour la troisième année d'affilée.

Philippe Paillole, Insee

En 2018, à La Réunion, 83 000 personnes sont au **chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT)**, soit 24 % de la population active. Le **taux de chômage** augmente ainsi de 2 points par rapport à 2016. Il avait nettement reculé depuis 2013 pour atteindre un niveau historiquement bas en 2016 (*figure 1*). En revanche, au niveau national, le chômage baisse, passant de 10,1 % en 2016 à 9,1 % en 2018.

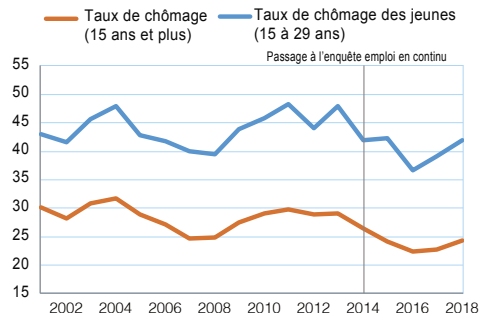
Le « halo » autour du chômage continue de progresser

En 2018, en plus des 83 000 **chômeurs**, 66 000 personnes âgées de 15 à 64 ans sont sans emploi mais souhaitent également travailler. Elles sont toutefois considérées comme inactives au sens du BIT. En effet, la plupart d'entre elles n'effectuent pas de recherche active d'emploi, notamment parce qu'elles sont découragées. Elles constituent le « halo » autour du chômage, frontière entre inactivité et chômage.

Parallèlement à la hausse du chômage, le halo autour du chômage progresse de nouveau en

1 Le taux de chômage remonte à 24 % en 2018

Évolution du taux de chômage au sens du BIT à La Réunion



Note : L'enquête Emploi a été rénovée en 2014.

Champ : Personnes actives de 15 ans et plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi annuelles de 2001 à 2013, enquêtes Emploi en continu de 2014 à 2018.

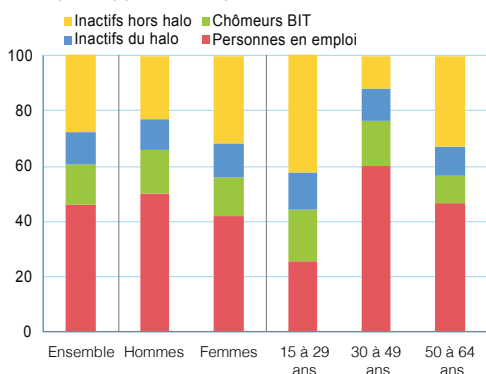
2018. Ainsi, 12 % des Réunionnais en âge de travailler sont dans le halo en 2018, contre 10 % en 2014. Au total, 149 000 Réunionnais souhaitent travailler en 2018, qu'ils soient au chômage ou dans le halo, soit un Réunionnais en âge de travailler sur quatre (*figure 2*). En 2016, ils étaient moins nombreux (137 000).

La hausse du chômage et de son halo touchent

particulièrement les jeunes Réunionnais de 15 à 29 ans. Ainsi, en 2018, les jeunes sans emploi mais qui souhaitent travailler sont plus nombreux que les jeunes en emploi (53 000 contre 43 000). En effet, le taux de chômage des jeunes augmente de 5 points par rapport à 2016, après avoir fortement baissé entre 2013 et 2016 (- 11 points).

2 Un Réunionnais sur quatre est sans emploi et souhaite travailler

Personnes âgées de 15 à 64 ans selon leur situation par rapport à l'emploi en 2018



Source : Insee, enquête Emploi en continu 2018.

En 2018, 42 % des jeunes actifs sont au chômage. Les jeunes sont aussi de plus en plus souvent dans le halo autour du chômage : depuis 2014, la part des jeunes dans le halo est passée de 10 % à 13 %.

L'emploi diminue

Le **taux d'emploi** recule entre 2016 et 2018 passant de 48 % à 46 % (figure 3). Le nombre d'emplois salariés recule de 3 400 entre le 4^e trimestre 2017 et le 4^e trimestre 2018. Malgré une remontée en fin d'année, la baisse des contrats aidés initiée mi-2016 pénalise l'emploi public (- 4,1 %), ainsi que l'emploi dans les associations.

La population active continue de décroître

En 2018, 340 000 Réunionnais en âge de travailler sont en emploi ou au chômage. Ils forment la population active. Ils sont 8 000 de moins qu'en 2015. Dans un contexte où la situation se dégrade sur le marché du travail, l'activité décroît depuis 2015. Ainsi, le taux d'activité recule, passant de 63 % en 2015 à 61 % en 2018, très en deçà du

3 Le taux d'emploi redescend à 46 % en 2018

Taux d'activité, d'emploi et de chômage au sens du BIT par sexe à La Réunion

	2014	2015	2016	2017	2018
	en %				
Taux d'activité					
15-64 ans	62,8	62,7	62,1	61,6	60,7
Hommes	69,7	69,0	68,8	67,5	66,1
Femmes	56,5	57,0	55,9	56,1	55,8
Taux d'emploi					
15-64 ans	46,1	47,6	48,1	47,4	45,9
Hommes	50,9	52,8	53,4	52,0	50,3
Femmes	41,7	42,7	43,3	43,2	41,8
Taux de chômage (15 ans et plus)					
	26,4	24,1	22,4	22,8	24,3
Hommes	26,8	23,3	22,3	22,8	23,7
Femmes	25,9	25,0	22,5	22,8	24,9

Source : Insee, enquêtes Emploi en continu 2018.

taux d'activité observé en métropole (72 %). Les Réunionnais qui quittent l'activité viennent alimenter le halo autour du chômage qui augmente dans les mêmes proportions (+ 2 points entre 2015 et 2018). En revanche, la part de la population en âge de travailler mais ne souhaitant pas travailler (étudiants, hommes et femmes au foyer) reste stable à 27 %.

Ce sont surtout les hommes qui se retirent du marché du travail. Ils sont 8000 actifs de moins qu'en 2014. Leur taux d'activité recule de 4 points, passant de 70 % en 2014 à 66 % en 2018. Les hommes quittent l'activité pour alimenter le halo autour du chômage (+ 2 points). Mais ils sont aussi de plus en plus nombreux à ne pas vouloir travailler (+ 2 points).

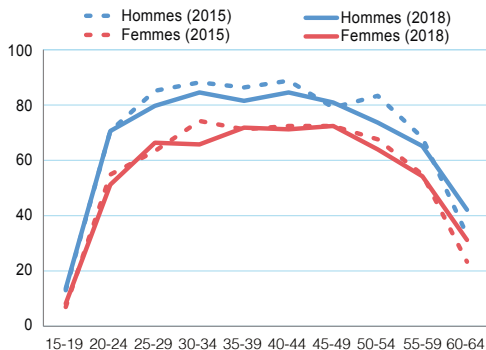
De moins en moins de jeunes hommes en activité

La baisse de l'activité est encore plus marquée chez les jeunes hommes (*figure 4*). Le taux d'activité des hommes de 15 à 29 ans recule de 6 points depuis 2014. Une scolarisation plus longue n'en est pas l'explication. Ces nouveaux jeunes inactifs souhaitent pour la plupart travailler : la part des jeunes hommes dans le halo autour du chômage augmente de 4 points, tandis que la part de ceux qui ne souhaitent pas travailler croît de 2 points. L'activité des hommes entre 30 et 64 ans baisse aussi, mais dans une moindre mesure (- 2 points depuis 2014).

Les femmes se sont massivement portées sur le marché du travail de 2001 à 2010. Ainsi, en 2010, 40000 femmes de plus qu'en 2001 sont en activité. Leur taux d'activité a progressé de 8 points sur la période. Depuis 2010, il reste stable

4 Le taux d'activité des femmes n'augmente plus depuis 2014

Taux d'activité selon le sexe et l'âge à La Réunion



Champ : personnes de 15 ans à 64 ans.

Source : Insee, enquête *Emploi en continu* 2018.

autour de 56 %, loin derrière celui observé en métropole (69 %). Les jeunes femmes ont même tendance à se retirer du marché du travail depuis 2014 pour alimenter le halo. Le taux d'activité des jeunes femmes de 15 à 29 ans baisse de 3 points tandis que le halo augmente dans les mêmes proportions. ■

Méthode

L'enquête *Emploi à La Réunion* a été renouvelée en profondeur depuis 2014, comme dans tous les DOM (hors Mayotte). La collecte a lieu désormais en continu, 8000 interrogations de logements étant réparties tout au long de l'année. La mesure des concepts d'activité au sens du Bureau international du travail est conforme à celle préconisée par Eurostat, notamment pour les indicateurs de halo et de sous-emploi, qui sont articulés avec la définition européenne. Les résultats de l'enquête *Emploi à La Réunion*, en Guyane et aux Antilles sont comparables à ceux de France métropolitaine. Ils sont dorénavant publiés tous les ans en moyenne annuelle. Compte tenu du plan d'échantillonnage et de la taille de l'échantillon, le taux de chômage à La Réunion est mesuré avec un intervalle de confiance à 95 % de ± 2 points.

La création d'entreprises reste dynamique en 2018

En 2018, 6 600 entreprises ont été créées à La Réunion, soit 5 % de plus qu'en 2017. Cette hausse est portée par les immatriculations de micro-entrepreneurs (+ 36 %) et les entreprises individuelles classiques (+ 11 %). En revanche, les créations de sociétés baissent (- 18 %). Les créations d'entreprises sont dynamiques dans tous les secteurs d'activité, notamment dans le secteur des services aux particuliers (+ 9 %).

Nathalie Poleya, Insee

À La Réunion, 6 600 entreprises sont créées en 2018 dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles (*figure 1*). C'est 5 % de plus qu'en 2017. Il s'agit de la troisième année consécutive où la création d'entreprises augmente.

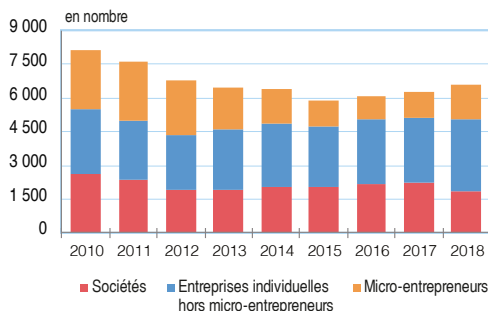
La création d'entreprises varie fortement selon les départements d'outre-mer, en fonction principalement de la conjoncture économique : si elle progresse fortement en Guyane (+ 35 %) et

plus modérément en Martinique et en Guadeloupe (respectivement + 6 % et + 12 %), elle chute fortement à Mayotte (-18 %). Au niveau national, la création d'entreprises s'accroît de 17 % et atteint un nouveau record.

Obtenu en rapportant le nombre de ces entreprises nouvellement créées à celui des entreprises qui existaient déjà en début d'année 2018, le **taux de création** s'élève à 11,5 % à La Réunion en 2018. Il est sensiblement inférieur à la moyenne nationale (14,7 %). La Réunion se situe ainsi au 15^e rang des régions françaises.

1 6 600 nouvelles entreprises en 2018

Créations d'entreprises à La Réunion depuis 2010



Données brutes.

Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (*répertoire des entreprises et des établissements Sirene*).

Le statut de micro-entrepreneur revigoré

Avec 1 500 inscriptions, les créations sous le statut de micro-entrepreneur accélèrent fortement (+ 36 %) et expliquent largement la hausse globale (*figure 2*). Leur part dans l'ensemble des créations progresse de 5 points par rapport à 2017 et atteint 23 %. Ce succès peut s'expliquer par les évolutions législatives entrées en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018, et notamment le doublement des seuils de chiffre d'affaires permettant d'accéder

2 Fort dynamisme des créations sous le statut de micro-entrepreneurs

Créations d'entreprises dans les DOM et en France métropolitaine

	2017	2018	Évolution 2018/2017
	en nombre		
La Réunion	6 249	6 568	5,1
dont micro-entrepreneurs	1 106	1 502	35,8
hors micro-entrepreneurs	5 143	5 066	-1,5
Martinique	3 144	4 942	12,3
Guadeloupe	4 399	3 337	6,1
Guyane	1 347	1 813	34,6
Mayotte	928	758	-18,3
France	591 267	691 283	16,9

Données brutes.

Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

au régime fiscal simplifié de la micro-entreprise. Les immatriculations des entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs augmentent également de 11 %. Ce statut demeure le plus utilisé à La Réunion : il représente la moitié des créations.

À l'inverse, les sociétés sont en net repli (- 18 %), atteignant ainsi leur plus bas niveau depuis 2009. Hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises diminuent au final de 1 % à La Réunion.

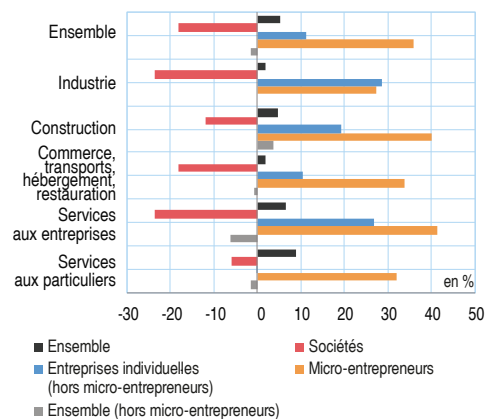
Hausse de créations dans tous les secteurs d'activité

La création d'entreprises progresse dans tous les secteurs d'activité. Regroupant plus de la moitié des créations d'entreprises, les créations d'entreprises dans les services aux particuliers et aux entreprises progressent respectivement de

9 % et de 6 % (figure 3). Avec 2 100 nouvelles entreprises, le secteur « commerce, transports, hébergement et restauration » concentre un tiers des créations et enregistre une hausse de 2 % des immatriculations.

3 Plus d'une création sur deux dans les services

Évolution des créations d'entreprises entre 2017 et 2018 par catégorie juridique et secteur d'activités à La Réunion



Données brutes.

Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

Augmentation du nombre de défaillances

En 2018, 1 200 défaillances d'entreprises ont été prononcées à La Réunion. Elles sont en hausse de 76 % en un an, alors qu'elles baissent en métropole (- 1 %). Le nombre de défaillances croît surtout aux 3^e et 4^e trimestre 2018, au cours desquels plus de 400 entreprises sans activité économique réelle, liées à des programmes de défiscalisation, ont été mises en liquidation. ■

2018, une année très difficile pour l'agriculture réunionnaise

Les revenus nets des entreprises agricoles chutent de 9,5 % en 2018 et la production agricole baisse de 4,6 % en valeur. Trois événements cycloniques ont affecté l'île en 2018, ce qui a fortement nuit aux productions végétales. En particulier, la campagne sucrière a été catastrophique (- 24 % pour la production). Les récoltes de letchi et mangue ont en revanche été plus favorables qu'en 2017 (+ 12,4 %). La production animale s'accroît quant à elle (+ 0,8 %), malgré des dynamiques différentes selon les espèces : en baisse pour les bovins et porcins, mais en hausse de 8,8 % pour la production de volaille.

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Daaf)

Entre 2017 et 2018, la production agricole diminue en valeur de 4,6 %. Elle s'établit à 417 millions d'euros en 2018. Cette baisse s'explique par les difficultés rencontrées par la

filière canne-sucre et les productions légumières. Les productions animales dans leur ensemble résistent mieux en revanche, notamment les élevages de volailles de chair.

1 La production agricole baisse de 4,6 % en 2018

Valorisation de la production agricole

	2015	2016	2017 ¹	2018 ²	Évolution 2017/2018
	en millions d'euros				en %
Production agricole y compris services³	425,0	430,1	437,7	417,4	-4,6
Productions végétales dont	296,1	294,8	302,7	281,4	-7,0
Canne à sucre	141,9	142,3	146,8	123,3	-16,0
Légumes frais, racines et tubercules	73,7	74,9	77,8	73,1	-6,0
Fruits	55,1	52,0	52,5	59,0	12,4
Productions animales dont	124,9	131,3	131,0	132,0	0,8
Bétail	46,8	53,7	52,7	50,7	-3,8
Volailles	43,0	41,3	40,3	43,8	8,8
Œufs	18,6	19,9	21,2	21,4	0,8
Lait	13,9	13,7	14,0	13,5	0,0
Activité principale de travaux agricoles	4,0	4,0	4,0	4,0	0,0
Consommations intermédiaires	191,8	187,0	172,5	177,5	2,9
Valeur ajoutée brute	233,2	243,1	265,2	239,9	-9,5

1. chiffres semi-définitifs ; 2. chiffres provisoires ; 3. valeur de la production, y compris les aides directes aux productions (exemples : prime bagasse-énergie, aides POSEI à la production, ADMCA, PPR, PAB) ; hors subventions (ICHN, MAE, calamités).

Source : Daaf Réunion, Agreste.

Avec des charges d'exploitation orientées à la hausse (+ 2,9 %), la valeur ajoutée brute dégagée par l'agriculture fléchit nettement par rapport à 2017 (- 9,5 %). Dans l'ensemble, la branche agricole a donc particulièrement souffert en 2018, mais avec de fortes disparités selon le type d'exploitation.

Canne à sucre, la pire année depuis 1951

La production végétale diminue de 7 % en un an (281 millions d'euros). Première touchée, la canne à sucre (- 24 %), avec seulement 1,4 million de tonnes de cannes broyées dans les deux usines de l'île. Il faut remonter à 1951 pour trouver une récolte plus faible. La richesse moyenne en sucre de 13 % est en outre inférieure à la moyenne décennale.

La météo du début d'année explique en grande partie ces mauvais résultats : plusieurs systèmes dépressionnaires ont touché La Réunion (Berguitta, Dumazile et Fakir). L'excès de précipitations a ainsi lessivé les sols et entraîné les éléments fertilisants. Une insolation déficiente a aussi perturbé la croissance des plantes et la synthèse du sucre.

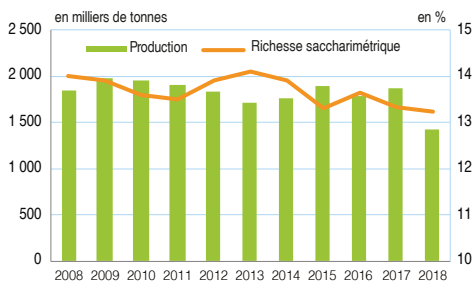
Le mouvement social des Gilets jaunes a en outre entraîné l'arrêt des usines sucrières durant deux semaines en novembre, avec des conséquences négatives sur la qualité de la canne qui était en attente d'être traitée.

Le maraîchage et certaines productions fruitières comme la banane ont également été touchés par les événements climatiques : des parcelles ont été détruites, des serres endommagées, etc.

Néanmoins, la production dans l'arboriculture fruitière a augmenté en valeur de 12,4 %, portée par une bonne récolte de letchis et de mangues après une année 2017 catastrophique. La production locale a permis de satisfaire le

2 La production de canne à sucre baisse de 24 % en 2018

Tonnage de canne récoltée et richesse en sucre à La Réunion



Source : Daaf Réunion, Agreste.

marché réunionnais et de se placer sur le marché métropolitain.

L'élevage dans une situation contrastée

En 2018, la production animale atteint 132 millions d'euros (+ 0,8 % en un an). Mais les filières d'élevage connaissent des dynamiques différentes selon les espèces.

Ainsi, la production animale de bétail - bovins et porcins - baisse (- 3,8 %), du fait notamment de difficultés d'écoulement sur le marché local pour les productions bovines. En revanche, après deux années difficiles, la production de volailles augmente fortement (+ 8,8 %) et dépasse le niveau de 2015. Les bâtiments d'élevage « tournent » mieux – progression du nombre de bandes de poulets par an – et de nouveaux produits *péi* sont proposés au consommateur, comme le petit poulet congelé. Le potentiel de développement de la filière volaille reste néanmoins important, car dans le même temps les volumes importés continuent de progresser. Plus modestement, la production d'œufs augmente également (+ 0,8 %). Outre la maîtrise de l'offre sur le marché local, la filière exporte ponctuellement des œufs vers Mayotte. ■

Le nombre de permis de construire se replie

En 2018, la construction neuve marque une pause à La Réunion, après deux années consécutives de hausse : les autorisations de construire chutent de 5 %. Les démarrages de chantier augmentent de 2,4 % par rapport à l'année précédente, mais le niveau de construction atteint reste toutefois bas au regard de la moyenne des dix dernières années, avec 6 700 logements commencés. Dans le **parc locatif social neuf**, malgré un niveau de financement en forte progression, les mises en chantier reculent. De même, les démarrages de réhabilitations de logements sociaux diminuent fortement en 2018. En inadéquation avec la hausse du financement en 2017 et 2018, cette baisse est liée au décalage des travaux.

Daniel Ah-Son et Audrey Besnard, Direction de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement (Deal)

Contrairement à 2016 et 2017, les permis de construire de logements baissent de 5 % à La Réunion en 2018 (- 6 % au niveau national). Ainsi, 7 500 permis de construire sont accordés en 2018 : c'est le niveau le plus bas de ces dix dernières années.

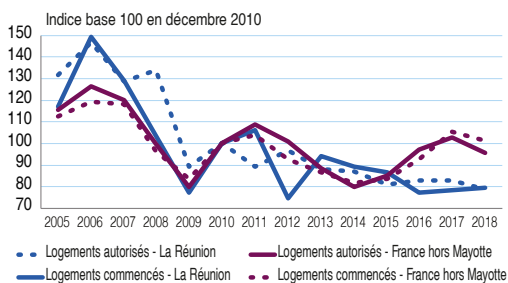
Si les autorisations de construction de maisons individuelles baissent de 11 %, les projets de construction d'appartements augmentent en revanche de 2 % (3 500 autorisations en 2018).

En 2018, 6 700 chantiers ont débuté à La Réunion. C'est 2,4 % de plus par rapport à 2017, alors que cela baisse en France (- 4 %). Le rebond de 2017 se confirme donc. Le dynamisme des logements collectifs (+ 29 %) porte les mises en chantiers. En effet, la construction de maisons individuelles recule fortement (- 9 %).

Le nombre de logements commencés reste toutefois sensiblement en deçà de la moyenne décennale de 7 200 logements sortis de terre chaque année.

1 Chute des permis de construire

Évolution de la construction de logements



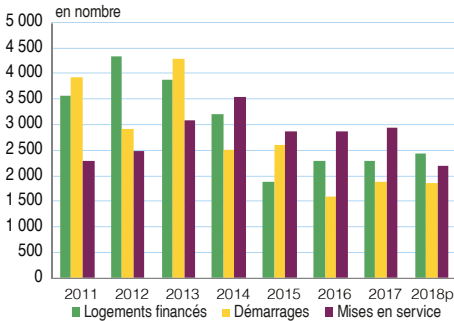
Source : SDES-Deal, Sit@del2. Estimations en date réelle à fin janvier 2019.

Plus de logements sociaux neufs financés mais moins de mises en chantier

Le nombre de logements locatifs sociaux neufs financés continue d'augmenter. Cette hausse est même plus dynamique en 2018 (+ 6 % contre + 1 % en 2017). En 2018, 2 400 logements locatifs sociaux neufs ont été financés, après 2 300

2 Les mises en services de logements sociaux neufs sont au plus bas depuis 2011

Financements, mises en chantier et livraisons de logements locatifs sociaux neufs



Source : Deal, SHLS ; SDES-Deal, RPLS 2017 pour les mises en service 2010-2016.

en 2016 et 2017. Pourtant, les mises en chantier en 2018 n'ont pas dépassé 1 850 logements (- 2 % en un an). En effet, chaque année, le démarrage opérationnel des chantiers est décalé, voire annulé, pour plusieurs centaines de logements.

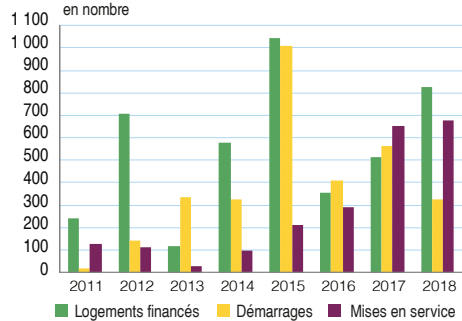
En 2018, les mises en service de logements locatifs sociaux neufs chutent de 25 % par rapport à 2017. Cette baisse s'explique par un financement moins important de logements locatifs sociaux neufs entre 2015 et 2018 (2 200 logements en moyenne) que les années précédentes. Par ailleurs, au regard du nombre de mises en chantier de ces trois dernières années, les mises en service devraient continuer de diminuer.

Nouvelle hausse du financement des réhabilitations de logements sociaux

En parallèle de la construction de logements sociaux neufs, il y a aussi des réhabilitations

3 Forte baisse des mises en chantiers des réhabilitations de logements sociaux

Financements, mises en chantier et livraisons de logements locatifs sociaux réhabilités



Source : Deal, SHLS ; SDES-Deal, RPLS 2017 pour les mises en service 2010-2016.

des anciens logements. Le financement de la réhabilitation de ces logements continue aussi d'augmenter : + 61 % après + 44 % en 2017. Ainsi, en 2018, 820 logements ont fait l'objet d'un financement pour une réhabilitation. En revanche, les mises en chantier pour réhabilitation diminuent (- 42 % sur un an) : 320 mises en chantier en 2018. Les décalages des travaux sont pourtant moins courants en matière de réhabilitation, puisque certains risques sont mieux maîtrisés que dans le neuf.

Les mises en service en 2018 de logements locatifs sociaux réhabilités sont au même niveau qu'en 2017 : 650 en 2017 et 680 en 2018. D'année en année, le nombre de mises en service s'éloigne du nombre de mises en chantier et de financements des années antérieures, révélant les décalages et les différences de rythme dans la mise en œuvre des projets. ■

Une fréquentation qui pâtit du mouvement social de fin d'année

Avec 1 196 100 nuitées en 2018, la fréquentation des hôtels réunionnais recule de 1 % par rapport à 2017. Les mouvements sociaux de fin d'année, les intempéries de début d'année et la fermeture d'établissements ont eu un impact négatif sur la fréquentation hôtelière. Celle-ci progresse néanmoins pour les hôtels de l'Ouest.

Nathalie Poleya, Insee

Après trois années consécutives de hausse, la fréquentation hôtelière baisse légèrement en 2018 par rapport à 2017 (- 1 %), année record. Elle reste néanmoins supérieure à celle de 2016 (1 196 100 **nuitées** en 2018, *figure 1*).

Les mouvements sociaux de fin de l'année ont en effet entraîné des annulations de réservations. Les intempéries de début d'année ont aussi nui au tourisme à Cilaos et dans le Sud. Enfin, la baisse de la fréquentation hôtelière résulte aussi de la fermeture d'établissements ayant plusieurs dizaines de chambres.

Alors que la fréquentation augmentait les trois premiers trimestres par rapport aux mêmes périodes en 2017, la fréquentation hôtelière a nettement reculé en fin d'année 2018 (- 12 % en novembre et - 17 % en décembre par rapport aux mêmes mois de 2017).

La fréquentation reste dynamique dans l'hôtellerie moyenne et haut de gamme

Les clients séjournent en majorité dans des hôtels moyenne et haut de gamme : les trois quarts des nuitées hôtelières sont dans des hôtels 3, 4 ou 5 étoiles. La hausse de la fréquentation des hôtels 3 étoiles (+ 6 %) découle notamment de l'entrée

1 La fréquentation hôtelière baisse de 1 % en 2018

Fréquentation hôtelière en 2018 à La Réunion

	2017	2018	Évolution
	en nombre		en %
Nombre de nuitées	1 208 500	1 196 100	- 1,0
Non classés	174 700	131 600	- 24,7
1 ou 2 étoiles	177 400	164 900	- 7,0
3 étoiles	519 100	549 100	5,8
4 ou 5 étoiles	337 300	350 500	3,9
Nord et Est	288 800	264 500	- 8,4
Ouest	611 900	634 800	3,7
Sud	307 800	296 800	- 3,6
Offre de chambres	1 078 100	1 031 100	- 4,4
Chambres occupées	694 300	687 000	- 0,9

Champ : établissements hôteliers de cinq chambres ou plus.

Source : Insee, DGE - Enquête de fréquentation hôtelière.

de nouveaux établissements dans la catégorie. La fréquentation progresse aussi dans les hôtels classés 4 et 5 étoiles (+ 4 %).

En revanche, les hôtels non classés ont moins de succès (- 25 %) ainsi que les 1 ou 2 étoiles (- 7 %) : l'offre de chambres est en retrait dans ces gammes.

La fréquentation des hôtels diminue de 8 % dans le Nord-Est, marqué par la baisse de l'offre en chambres. Elle recule aussi dans les hôtels du

Sud (- 4 %), qui n'ont pas été épargnés par les intempéries au premier trimestre. À l'inverse, les hôtels de l'Ouest tirent leur épingle du jeu avec une fréquentation en hausse (+ 4 %).

Avec 67 % de chambres occupées, le **taux d'occupation** augmente de 2 points par rapport à 2017 (*figure 2*). Cette évolution s'explique par une diminution plus importante de l'offre de chambres (- 4 %) que du nombre de chambres occupées (- 1 %).

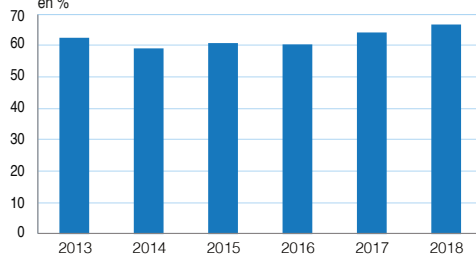
Hausse de la clientèle européenne

La clientèle française, qui comprend la clientèle locale, reste largement majoritaire (86 % des nuitées, *figure 3*). Le nombre de nuitées de clients résidant à La Réunion baisse fortement (- 7 %), à l'inverse de la clientèle venant des autres départements français (+ 4 %).

De leur côté, la fréquentation hôtelière des

2 Le taux d'occupation progresse de deux points en 2018

Taux d'occupation annuel de 2013 à 2018 à La Réunion
en %



Champ : établissements hôteliers de cinq chambres ou plus.

Source : Insee, DGE - Enquête de fréquentation hôtelière.

clients étrangers est stable après une forte hausse en 2017. Les trois quarts sont des ressortissants européens. Si la fréquentation de la clientèle européenne augmente fortement (+ 12 %), celle des ressortissants africains recule fortement (- 25 %). ■

3 Baisse de la clientèle réunionnaise

Fréquentation des hôtels selon la provenance de la clientèle

	Nuitées en 2018	Évolution 2018/2017	Part de la clientèle selon sa provenance	Durée Moyenne de Séjour en 2018
	en milliers	en %	en %	en jours
Ensemble de la clientèle	1 196,1	-1,0	100	2,1
France	1 030,7	-1,1	86	2,0
La Réunion	426,2	-7,2	36	1,6
Autres départements français	604,5	3,9	50	2,5
Étranger	165,4	-0,5	14	2,6
Afrique	27,8	-25,4	2	2,4
Maurice	15,9	-22,3	1	2,2
Madagascar	4,8	-18,0	0	2,3
Autres pays d'Afrique	7,1	-35,2	1	3,1
Europe hors France	121,1	11,9	10	2,6
Allemagne	49,8	11,9	4	2,7
Belgique	14,5	23,7	1	2,7
Suisse	13,7	-10,9	1	2,5
Autres pays d'Europe	43,1	17,9	4	2,6
Amérique	2,5	-13,2	0	2,5
Asie, Océanie et Australie	14,0	-22,0	1	2,7

Champ : établissements hôteliers de cinq chambres ou plus.

Source : Insee, DGE - Enquête de fréquentation hôtelière.

Le trafic aérien progresse toujours, mais ralentit en fin d'année

En 2018, le trafic aérien continue de progresser (+ 7,5 %), mais subit un ralentissement en fin d'année en raison des mouvements sociaux. Les liaisons avec la métropole s'accroissent nettement, tandis que le nombre de passagers empruntant les lignes internationales recule. Le transport maritime de marchandises diminue après quatre années de hausse. Quant aux immatriculations de voitures particulières neuves, elles continuent d'augmenter mais à un rythme ralenti.

Sandrine Sui-Seng, Insee

En 2018, les aéroports de La Réunion ont accueilli 2,6 millions de passagers (*figure 1*). Le trafic aérien de passagers reste dynamique, mais progresse un peu moins qu'en 2017 (+ 7,5 % après + 9,3 %). À la suite des mouvements sociaux en fin d'année, il s'est réduit en novembre et décembre 2018 en comparaison à la même période en 2017 (avec une baisse respective de - 2,2 % et - 2,1 %).

Hausse du trafic aérien national, recul de l'international

En un an, le nombre de passagers en provenance ou à destination de la métropole augmente encore : + 13,0 % contre + 7,2 % en 2017. Cette progression est probablement liée à l'arrivée en 2017 d'une nouvelle compagnie.

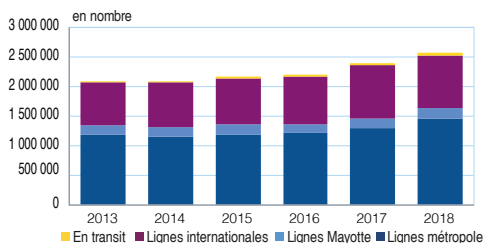
En 2018, 60 % du trafic de passagers se concentre sur la liaison avec la métropole. Par ailleurs, la fréquentation de la ligne entre La Réunion et Mayotte repart à la hausse (+ 9,0 % après - 0,5 %). C'est probablement en lien avec la suspension de la ligne directe entre Paris et Mayotte.

En revanche, pour la première fois depuis cinq ans, le nombre de passagers empruntant les lignes internationales diminue en 2018. Les liaisons avec Madagascar, l'Afrique du Sud et la Thaïlande dans une moindre mesure, sont toutes touchées.

En 2018, le trafic maritime de passagers augmente de 11 % en un an, alors qu'il avait reculé en 2017 (- 2,0 %). Ces passagers sont principalement des croisiéristes (82000 passagers, entrées et sorties cumulées).

1 Les aéroports de La Réunion ont accueilli 2,6 millions de passagers en 2018

Nombre de passagers aériens en provenance et à destination de La Réunion de 2013 à 2018



Source : Union des aéroports français.

Le trafic de marchandises diminue

En 2018, le transport maritime de marchandises hors matériaux du chantier de la Nouvelle route du littoral (NRL) recule de 0,9 % avec 5,3 millions de tonnes de marchandises (entrées et sorties cumulées - *figure 2*). Cette baisse rompt avec les quatre dernières années de hausse. Le transbordement recule notamment de 5 700 conteneurs équivalent vingt pieds en 2018 (- 6,4 %). Le blocage du port pendant les mouvements de fin d'année peut expliquer cette baisse du trafic. Néanmoins, le trafic de marchandises par conteneur augmente (+ 0,8 %), avec 335 300 conteneurs équivalent vingt pieds.

La construction de la NRL a quant à elle impliqué le transit de 212 800 tonnes de marchandises, soit 4,3 % de moins qu'en 2017.

Par ailleurs, avec 29 190 tonnes de marchandises, le fret aérien progresse de 10 % en 2018, grâce notamment au dynamisme des exportations de fruits.

Immatriculations de voitures neuves en hausse

En 2018, 26 200 voitures particulières neuves sont immatriculées à La Réunion, soit 3,3 % de plus qu'en 2017. La hausse est deux fois moins élevée qu'en 2017 (+ 6,8 %) : les ventes ont fortement reculé en novembre en raison des mouvements sociaux. Les immatriculations de véhicules particuliers neufs restent néanmoins plus dynamiques à La Réunion qu'au niveau national (*figure 3*).

Les immatriculations de véhicules utilitaires augmentent quant à elles de 7,9 %, avec 6 200 véhicules. Au contraire, moins de deux-roues

2 Le transport maritime de marchandises recule de 0,9 % en 2018

Le trafic maritime de marchandises* à La Réunion de 2013 à 2018

	Trafic global	Nombre de conteneurs	Évolution
	en tonnes	en équivalent vingt pieds	en %
2013	4 017 000	213 000	-2,0
2014	4 291 800	240 100	6,8
2015	4 656 000	248 300	8,5
2016	5 155 500	324 400	10,7
2017	5 363 900	332 800	4,0
2018 (p)	5 313 236	335 300	-0,9

(*) : hors matériaux du chantier de la nouvelle route du littoral.

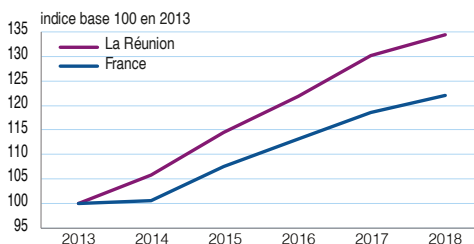
(p) : provisoire.

Source : Port Réunion.

motorisés sont immatriculés en 2018 (- 43 %, 2 500 unités). Cette baisse concerne uniquement les petites cylindrées (moins de 50 cm³), qui subiraient la concurrence croissante des moyens alternatifs de déplacement urbain (vélo à assistance électrique ou autres). ■

3 Les immatriculations de voitures neuves, plus dynamiques à La Réunion

Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs à La Réunion et en France



Note : données brutes.

Source : SDES, Fichier central des automobiles, SIDIV.

L'activité bancaire reste dynamique

En 2018, l'activité bancaire reste soutenue. Toujours accommodantes, les conditions financières favorisent le financement de l'économie. La croissance des encours de crédits est dynamique, à la fois pour les ménages et les entreprises. Toutefois, ils augmentent moins rapidement qu'en 2017. La collecte d'épargne reste également bien orientée. La rentabilité du secteur bancaire demeure contrainte par l'effet des taux d'intérêt bas et d'une concurrence forte.

Service « Études et suivi des établissements de crédit », agence IEDOM de La Réunion

Fin 2018, les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais s'élèvent à 15 milliards d'euros, en hausse de 4,0 % sur un an. Les ménages en possèdent près de 70 %, en progression de 2,9 % sur l'année après un pic en 2017 (+ 6,1 %). L'appétence des ménages pour la liquidité est toujours marquée, avec une hausse des dépôts à vue (comptes courants) de 6,8 % en 2018.

Les sociétés non financières (SNF) augmentent aussi leurs **dépôts à vue**, avec une croissance de 7,5 % sur l'année. Fin 2018, ils représentent 85 %

des actifs financiers détenus par les SNF contre 60 % fin 2014. En forte croissance ces dernières années (+ 20 % par an en moyenne sur la période 2015-2017), ces dépôts à vue ont profité d'un contexte économique favorable à la trésorerie des entreprises, mais aussi de transferts de placements liquides ou à court terme.

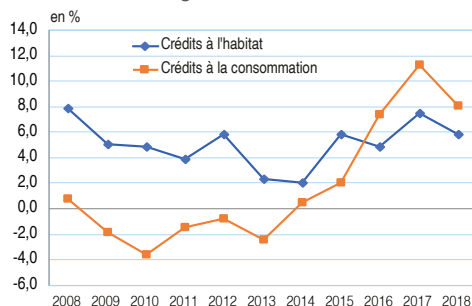
Une hausse des crédits stimulée par des taux d'intérêt bas

En 2018, les encours sains de crédits (pour lesquels il n'y a eu ni retard ni incident de paiement) progressent encore à un rythme élevé de 4,9 % sur l'année. Après une année 2017 déjà très dynamique (+ 6,8 %), cette progression confirme la reprise du financement bancaire depuis quelques années. Ces encours dépassent désormais les 22 milliards d'euros. Depuis 2017, ce ne sont plus les prêteurs institutionnels (comme l'Agence française de développement ou la Caisse des dépôts et consignations), mais les établissements locaux qui tirent les crédits à la hausse.

Les crédits accordés aux entreprises progressent de 3,2 % sur un an, avec notamment une accélération

1 En retrait par rapport à 2017, la croissance des crédits aux ménages reste élevée

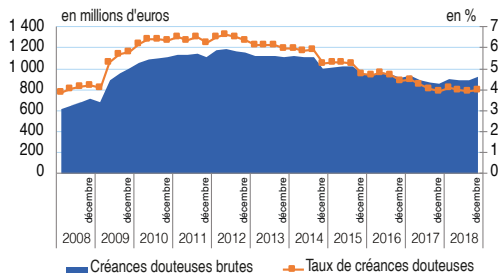
Évolution des crédits à la consommation et à l'habitat des ménages



Source : ledom.

2 920 millions de créances douteuses en 2018

Évolution des créances douteuses et de leur poids à La Réunion



Source : ledom.

des crédits immobiliers (+ 5,4 % après + 3,2 % en 2017). Les crédits d'investissement ralentissent après une année 2017 particulièrement dynamique (+ 3,1 % après + 8,5 % en 2017).

À l'inverse, les crédits de trésorerie des sociétés non financières se contractent pour la troisième année consécutive (- 2,7 % après - 9,2 % en 2017 et - 6,8 % en 2016). Les encours d'affacturage baissent également, ce qui traduit la probable amélioration de la trésorerie des entreprises.

Les encours de crédit aux collectivités locales progressent de 4,2 % sur l'année, après + 8,3 % en 2017.

Du côté des ménages, les crédits à l'habitat sont encore en forte hausse en 2018 (+ 5,8 % après + 7,5 % en 2017). L'activité immobilière connaît un net regain depuis trois ans, avec un montant record des ventes de logements en 2018.

Les crédits à la consommation augmentent également fortement, et ce pour la troisième année consécutive (+ 8,1 % en 2018, *figure 1*). Cette évolution témoigne notamment du

dynamisme marqué des achats automobiles, qui atteignent un niveau record. La progression des crédits à la consommation marque néanmoins un ralentissement en fin d'année : les blocages lors du mouvement de Gilets jaunes ont pu amener à différer certains achats.

La part de créances douteuses se maintient à son niveau d'avant crise

Fin 2018, les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit s'élèvent à 920 millions d'euros (*figure 2*). Depuis la mi-2012, elles ont reculé de 300 millions d'euros, en partie du fait de cessions de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés. Elles représentent 4,0 % des encours totaux, en 2018 comme en 2017. Ainsi, après avoir atteint un niveau élevé en 2012 (6,6 %), elles retrouvent leur niveau d'avant la crise de 2008.

La rentabilité du secteur bancaire reste en 2018 limitée par les faibles taux d'intérêt. Correspondant au chiffre d'affaires, le produit net bancaire des établissements financiers progresse néanmoins en 2018, en lien avec le développement des commissions. Le résultat des banques est néanmoins plus faible en 2018 qu'en 2017, du fait d'une augmentation du coût du risque. ■

L'économie française en ralentissement

En 2018, l'activité américaine est plus dynamique qu'en 2017, alors que la croissance dans la zone euro se tasse (+ 1,8 %). En France, l'activité économique française ralentit également, après une année 2017 dynamique. Si le commerce extérieur est favorable à la croissance, le déstockage des entreprises la pénalise. L'investissement ralentit, mais il reste robuste. De son côté, la demande intérieure (ménages et demande publique) freine : l'inflation plus élevée conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat. En 2018, l'emploi total augmente et le chômage continue de baisser (9,1 %).

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle (Insee)

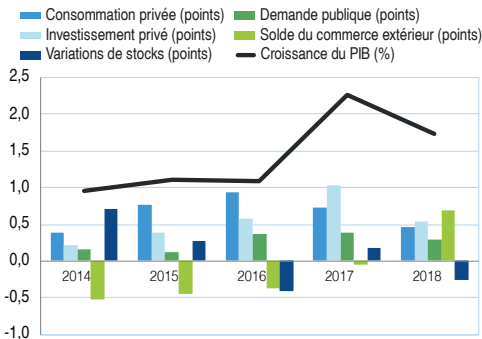
L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de

l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au Brexit.

1 Le ralentissement de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB

Variations annuelles du PIB en volume et contributions à ces évolutions



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les

entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

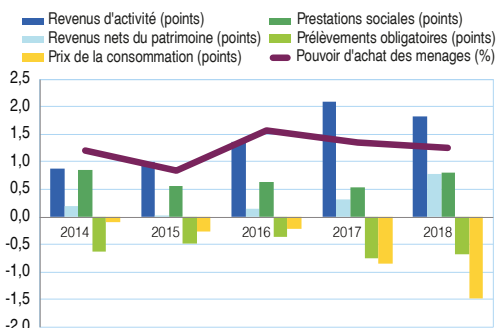
L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % et 10,0 % en 2016.

Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017),

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Variations annuelles du pouvoir d'achat des ménages et contributions à ces évolutions



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (figure 2). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (basculer CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

La croissance mauricienne se poursuit

Portée par une forte demande intérieure, la croissance économique se maintient à 3,8 % à Maurice pour la troisième année consécutive. Particulièrement dynamiques en 2018, la consommation et l'investissement constituent ainsi les principaux moteurs de cette croissance. En revanche, le solde du commerce extérieur se dégrade et pèse négativement sur la croissance.

Meethoo Jawahir, Statistics Mauritius

En 2018, la croissance économique à Maurice a de nouveau dépassé la barre des 3 %, comme chaque année depuis le début de la décennie : le produit intérieur brut (PIB) de Maurice progresse de 3,8 % en volume, comme en 2017 (*figure 1*). En valeur, le PIB augmente de 5,6 % pour atteindre 480 milliards de roupies (12 milliards d'euros). Le PIB par habitant progresse de 5,5 % pour atteindre 361 000 roupies (9 200 euros) en 2018.

1 Le PIB augmente de 3,8 % en volume en 2018

Indicateurs macroéconomiques à Maurice

	2017(r)	2018(p)
PIB (milliards de roupies)	457,2	482,6
PIB par habitant (en roupies)	361 456	381 295
PIB par habitant (en euros)	9 213	9 472
Taux de croissance en volume (en %)		
PIB	3,8	3,8
Consommation finale	2,9	3,5
Investissement	4,7	11,4
Taux d'investissement (en % PIB)	17,4	18,7
Taux d'épargne (en % de RDB)	10,0	9,1
Solde des échanges extérieurs de biens et services (en % PIB)	-12,7	-13,5
Déficit budgétaire (en % PIB)	1,9	4,1
Inflation (en %)	3,7	3,2
Taux de chômage (en %)	7,1	6,9

(r) révisé (p) provisoire

Source : Statistics Mauritius.

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance

Porté par de nombreux projets privés et publics, l'investissement accélère nettement en 2018 : + 11,4 % après + 4,7 % en 2017. Par exemple, se construit le métro léger qui doit relier la capitale Port-Louis à la ville de Curepipe, dans le centre de l'île. Ainsi, l'investissement public croît de 14,7 % en 2018 après une baisse en 2017 (- 2,9 %). L'investissement est également en forte hausse dans le secteur privé (+ 10,4 %).

Défini comme la part de l'investissement dans le PIB, le taux d'investissement s'établit à 18,7 % en 2018 contre 17,4 % en 2017. Les taux d'investissement privé et public augmentent pour atteindre respectivement 14,1 % et 4,6 % en 2018, contre 13,3 % et 4,1 % en 2017.

En 2018, la consommation reste vigoureuse et soutient toujours la croissance à Maurice. Du côté des ménages, elle augmente au même rythme qu'en 2017 (+ 3,3 % après + 3,2 % en 2017), en dépit de l'instauration d'un salaire minimum en janvier 2018.

La consommation des administrations publiques progresse quant à elle nettement plus vite : + 4,2 % en 2018 après + 1,6 % en 2017.

Le déficit commercial se creuse davantage

Le déficit du solde du commerce extérieur se creuse en 2018, pour atteindre 65,3 milliards de roupies (1,6 milliard d'euros). Le déficit commercial représente ainsi 13,5 % du PIB en 2018, contre 12,7 % en 2017.

Les importations de biens et services diminuent de 0,7 % en volume, en lien avec une baisse des importations de services (- 5,3 %). Les exportations de biens et services diminuent de 0,3 % en volume en lien avec une baisse des exportations de services (- 1,0 %), alors que les exportations de biens sont stables.

Construction et services financiers, secteurs moteurs de croissance

En 2018, la valeur ajoutée brute (VAB) augmente de 3,6 % en volume, comme en 2017. Après une reprise en 2017, la valeur ajoutée du secteur de la construction s'accélère en 2018 (+ 9,5 % - *figure 2*), portée par le lancement d'un gros projet d'infrastructure publique: la construction

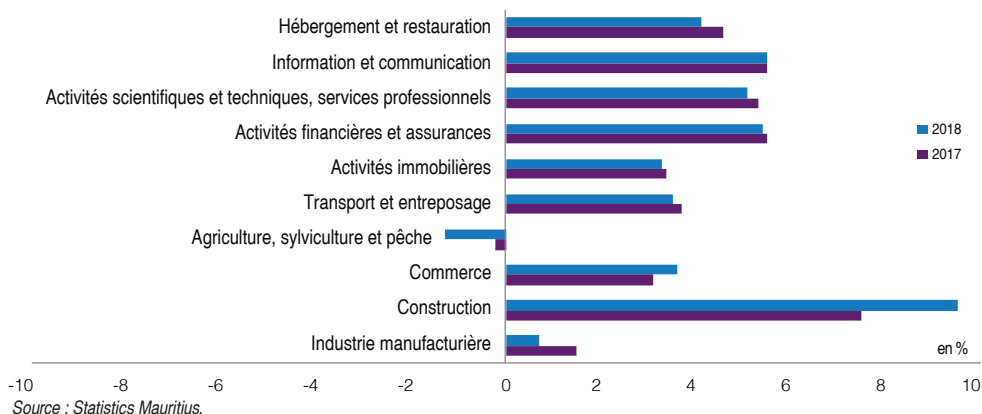
du métro léger. Par ailleurs, davantage de permis de construire ont été délivrés en 2018.

Le secteur des services financiers reste le premier contributeur à la croissance de la valeur ajoutée brute (0,6 point). Les secteurs « construction » et « commerce » contribuent chacun à hauteur de 0,4 point à la croissance mauricienne, suivis par « l'hébergement et la restauration » (0,3 point). Dans ce dernier secteur, la croissance est légèrement moins élevée en 2018 (+ 4,1 % après + 4,6 % en 2017), le tourisme augmentant plus modérément que les années précédentes.

Tous les autres secteurs de l'économie sont en croissance, à l'exception de l'agriculture (- 1,3 %). En effet, la production de sucre est inférieure à 2017 (323 000 tonnes en 2018 contre 355 000 tonnes en 2017), comme à La Réunion. La valeur ajoutée du secteur de la canne diminue ainsi de 9,1 %. Cette chute n'est que partiellement compensée par la dynamique de la culture vivrière et de la production animale (poisson, volaille et bétail). ■

2 Une industrie agricole qui se détériore

Taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur à Maurice



Une croissance à plusieurs vitesses dans la zone océan Indien

L'activité économique reste atone en Afrique du Sud et modérée aux Comores, tandis que la croissance s'accélère à Madagascar et se tasse aux Seychelles. Elle reste très dynamique en Inde et dans une moindre mesure à Maurice.

Sébastien Seguin, Insee

En 2018, la croissance économique élevée se maintient en **Inde** : le produit intérieur brut (PIB) augmente de 7,1 %, soit la cinquième année consécutive au-delà de 7 % (*figure 1*). Elle est soutenue par le rebond de l'activité industrielle, en particulier du secteur manufacturier et de la construction, et par une production agricole bien orientée.

L'activité économique reste atone en **Afrique du Sud** en 2018 (+ 0,8 %, après + 1,4 % en 2017). À la suite de la démission du président Jacob Zuma, le pays est entré en récession au premier semestre 2018 : la consommation et l'investissement ont reculé sur la période. L'activité est toutefois repartie à la hausse au second semestre, du fait notamment d'une nette amélioration des exportations de matériels de transport, de métaux et de produits agricoles.

À **Madagascar**, la croissance s'accélère en 2018 (+ 5,2 %, la plus forte croissance depuis 2008), en dépit des incertitudes liées à l'élection présidentielle de fin d'année qui ont pesé sur l'activité économique. Elle est portée par le secteur agricole (conditions climatiques favorables) et le secteur tertiaire.

La croissance économique ralentit en revanche aux **Seychelles** : + 3,6 % en 2018, après + 5,3 % en 2017. Le tourisme demeure un moteur de croissance de l'économie seychelloise, bien que

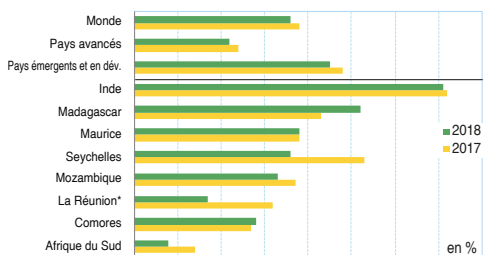
moins dynamique en 2018 : + 3,4 % en 2018, après + 20 % en 2017 et + 10 % en 2016.

La croissance reste par ailleurs soutenue à **Maurice** (+ 3,8 % comme en 2017 et 2016).

Au **Mozambique**, la croissance économique se maintient au-dessus de 3 % en 2018 (+ 3,3 % après + 3,7 % en 2017). Mais elle se situe nettement au-dessous de la croissance annuelle des années 2010 à 2015 (7 %). L'activité est de nouveau pénalisée par les incertitudes nées de la découverte de dettes cachées en 2016. Elle reste principalement portée par les exportations de charbon et de la production agricole.

La croissance économique reste modérée aux **Comores** (+ 2,8 % en 2018 après + 2,7 % en 2017). Une meilleure fourniture d'électricité favorise les activités du secteur privé. ■

1 La croissance reste atone en Afrique du Sud en 2018
Taux de croissance du PIB en volume en 2017 et 2018



(*) : estimations
Sources : Fonds monétaire international, Statistics Mauritius pour Maurice.

Définitions

Définitions

Économie régionale

Une grandeur économique peut se mesurer de deux façons différentes : en prix courants, c'est-à-dire **en valeur**, ou en prix constants, c'est-à-dire **en volume**. Pour mesurer la croissance économique, on s'intéresse aux variations du produit intérieur brut (PIB en volume), c'est-à-dire abstraction faite de la variation des prix.

Trois déflateurs sont principalement utilisés pour tenir compte des évolutions de prix :

- l'**indice des prix à la consommation** : c'est l'**instrument de mesure de l'inflation**. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante ;
- les **prix de la dépense de consommation finale des ménages** : ce déflateur s'appuie, pour la majorité des produits, sur les **évolutions de prix collectés** pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. En outre, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé ;
- les **prix du PIB** : c'est le **déflateur du PIB**, qui synthétise les évolutions de prix de toutes les composantes du PIB (consommation finale des ménages, des administrations, investissements, exportations et importations, etc.).

Consommation-Revenus

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) est constitué des revenus d'activité perçus (salariés et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment

assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Marché du travail

Personne en emploi au sens du BIT : personne ayant effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours de la semaine de référence, ou absente de son emploi sous certaines conditions de motif (congrés annuels, maladie, maternité...) et de durée.

Chômeur au sens du BIT : personne âgée de 15 ans ou plus qui :

- est sans emploi la semaine de référence ;
- est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir ;
- a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Personne active au sens du BIT : personne en emploi ou au chômage. Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de personnes actives.

Taux d'emploi : rapport entre le nombre de personnes en emploi et la population en âge de travailler (15-64 ans).

Taux d'activité : rapport entre le nombre de personnes actives et la population en âge de travailler (15-64 ans).

Halo autour du chômage : personnes sans emploi qui :

- ont effectué une démarche active de recherche d'emploi mais ne sont pas disponibles pour travailler dans les deux semaines à venir ;
- n'ont pas effectué de démarche active de recherche, mais souhaitent un emploi et sont disponibles pour travailler ;
- souhaitent un emploi, mais n'ont pas effectué de démarche active de recherche et ne sont pas disponibles pour travailler.

Démographie des entreprises

Le **taux de création** (ou de **défaillance**) d'entreprises est le rapport du nombre des créations (ou de défaillances) d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année.

Logement

Le nombre de logements **autorisés à la construction** ou **mis en chantier** est estimé à partir des informations disponibles dans la base de données Sit@del2. Cette base de données rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis accordés) et aux mises en chantier transmises par les communes à La Réunion.

En matière de logement, des séries d'estimations en date réelle sont produites et révisées mensuellement pour évaluer le nombre d'autorisations et de mises en chantier. Sur la base des données collectées, ces séries intègrent une estimation de l'information non encore remontée. Les annulations ne sont pas retranchées.

Les logements du **parc locatif des bailleurs sociaux** sont regroupés en 3 catégories selon leur mode de financement :

- les **logements très sociaux (LLTS)** sont destinés au public le plus défavorisé. Ils sont accessibles avec un plafond annuel de ressources (revenu fiscal de référence) fixé à 13 705 euros au 1^{er} janvier 2018 pour une personne seule ;
- les **logements sociaux (LLS)** sont également destinés aux ménages à revenus modestes. Le plafond annuel de ressources est fixé à 18 274 euros au 1^{er} janvier 2018 pour une personne seule ;
- les **logements intermédiaires (PLS – prêt locatif social)**, sont destinés à des ménages un peu plus aisés, avec un plafond de ressources fixé à 23 756 euros au 1^{er} janvier 2018 pour une personne seule.

Fréquentation hôtelière

Champ de l'enquête : L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie concerne depuis janvier 2014

tous les hôtels de cinq chambres ou plus, qu'ils soient classés ou non. Elle concerne toute la clientèle, que celle-ci soit résidente à La Réunion ou non, de tourisme ou d'affaires. Les résultats présentés ici portent à La Réunion sur 74 hôtels, dont 53 sont classés et 21 non classés.

Les **nuitées** correspondent au **nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement** ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Le **taux d'occupation** est le **rapport** entre le **nombre de chambres occupées** et le **nombre de chambres offertes** par les hôtels. Il diffère du taux d'utilisation qui rapporte le nombre de chambres occupées au nombre de chambres total des hôtels, qu'ils soient ouverts ou fermés.

Système bancaire

Une **créance douteuse** est un titre de créance dont on n'est pas sûr d'obtenir le remboursement à l'échéance, la plupart du temps du fait de la mauvaise santé financière du débiteur, et pour laquelle il faut donc passer une provision.

Un **dépôt à vue** est un **dépôt de fonds effectué par un agent économique** (ménage, entreprise, etc.) sur un compte bancaire ouvert auprès d'un établissement de crédit. Il a pour caractéristique de pouvoir être restitué à tout moment sur simple demande.

L'**épargne à long terme** est constituée de **placements non liquides**, présentant des risques éventuellement élevés de perte en capital ou en rémunération, comprenant notamment les plans d'épargne logement, l'épargne en actions et en obligations et l'assurance-vie.

L'**affacturage** permet aux entreprises de **disposer rapidement de l'argent des factures ou créances clients**, sans en attendre l'échéance. C'est un établissement financier qui avance ces règlements.

Coordination Direction régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte

Contributions Daaf Réunion, Deal Réunion,
Agence IEDOM Réunion, Statistics Mauritius

Auteurs Daniel Ah-Son (Deal)
Audrey Besnard (Deal)
Jérôme Bourgeois (Insee)
Bruno Patier (Insee)
Bérangère Duploux (Insee)
Meethoo Jawahir (Statistics Mauritius)
Nathalie Poleya (Insee)
Philippe Paillole (Insee)
Jannick Rivière (Insee)
Sébastien Seguin (Insee)
Sandrine Sui-Seng (Insee)
Claude Touzet (Insee)
Agence IEDOM Réunion
Daaf Réunion

Directeur de publication Aurélien Daubaire
Directeur régional de l'Insee La Réunion-Mayotte

Rédaction en chef Julie Boé

Mise en page Studio Ogham

Imprimeur Pole Impression

Retrouvez cette publication sur le site de l'insee : <http://www.insee.fr>



imprimé à l'imprimerie Delort sur papier écologique

JUIN 2019 - DELORT

© INSEE 2019

Bilan économique 2018

La croissance décroche

En 2018, l'activité ralentit fortement à La Réunion : la progression du produit intérieur brut en volume est de + 1,7 % après quatre années de croissance autour de 3 %. Cette année est marquée par un marché du travail pénalisé par la baisse des contrats aidés.

L'activité économique a également pâti en fin d'année des blocages routiers liés au mouvement des Gilets jaunes. De fait, l'emploi salarié diminue pour la première fois depuis 2012 (- 3 400 emplois), surtout dans les associations et le secteur public.

Le taux de chômage au sens du BIT remonte en conséquence à 24 %. Pour autant, le revenu disponible brut des Réunionnais continue à progresser (+ 2,6 %), porté par la hausse des salaires et des prestations sociales. Même amputé par une inflation de 1,8 % en 2018, le pouvoir d'achat total à La Réunion progresse de 0,7 % et la consommation des ménages reste le premier moteur de croissance. Elle progresse de 1,1 % en volume, après plusieurs années de hausse soutenue au-dessus de 3 %.

La consommation des administrations publiques et l'embellie qui se poursuit dans le secteur du tourisme soutiennent également la croissance. En revanche, l'investissement est à l'arrêt et la campagne sucrière difficile pénalise les exportations réunionnaises.

N°8

Jun 2019

ISSN : 2275-4318 (imprimé)

ISSN : 2272-3765 (en ligne)

Insee La Réunion - Mayotte

Parc technologique

10, rue Demarne - CS 72011

97443 Saint-Denis Cedex 9